

<http://ugtg.org/spip.php?article654>



L'économie informelle en Haïti : entre domination, créativité et utopie

- Repères - Débattre -



Date de mise en ligne samedi 29 novembre 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La petite économie marchande, qualifiée d'économie informelle, a une longue histoire dans le monde et en Haïti. Elle apparaît chaque fois que « choque » un circuit formel qui marginalise et déçoit (Peemans, 1997). Elle est donc chaque fois le produit d'une adaptation aux contraintes extérieures. Elle n'est pas une innovation miraculeuse mais un processus ancien qui se réinvente et qui fait une alliance provisoire avec des lignes de forces nouvelles (Bernard, 1988).

En Amérique latine, les expériences sociales et solidaires qui se dessinent sont parmi les plus originales. Le Chili regorge de ces activités avec sa longue tradition de mouvements coopératifs et d'entreprises autogérées. Des organisations réciprocitaires ont longtemps été encouragées dans ce pays pendant tout le règne d'Allende avant la prise du pouvoir par la junte. Elles gardent le sens de la coopération, de la solidarité et de l'échange. Un peu partout dans les rues de Santiago se développent ces activités variées : ateliers de production, échange d'emplois pour les sans-travail, syndicats de travailleurs indépendants, cantines populaires, groupes d'achat collectifs, comités de santé, etc. Le Pérou, qui se trouvait dans le collimateur de la Banque mondiale bien avant les autres pays de l'Amérique latine, a dû également improviser des expériences contre les conséquences de la crise après avoir contracté des dettes pour suivre le modèle industriel de développement qui a débouché sur une catastrophe. Aujourd'hui, dans certaines villas de miseria où vit près de la moitié de la population de Lima, les actions informelles se multiplient et, parallèlement, ce sont des centaines de milliers de cantines communes qui servent quotidiennement des repas chauds à la population. Signe d'une grande détresse mais aussi d'une grande solidarité, même si ces actions ne font que colmater provisoirement des brèches. Il en est de même pour la Bolivie avec les expériences présentées par Claude Llana.¹ Ce qui est paradoxal, c'est qu'il s'agisse des pays d'Amérique latine cités plus loin ou d'Haïti, qui ont tous été des pays exportateurs et qui, aujourd'hui, s'inscrivent sur le tableau mondial de l'aide alimentaire pour nourrir leur population. Ironie du sort ou sort de l'ironie ? D'un autre côté, ces pratiques économiques désignées différemment, souterraines, cachées, alternatives, sont des pratiques courantes qui ne sont pas propres aux seuls pays du Tiers Monde. On les retrouve un peu partout à travers le monde. En Europe, elles sont présentes en Italie avec notamment une grande présence dans l'Émilie-Romagne et que des auteurs comme Bagnasco (1977 et 1983) appellent la « troisième Italie ». Bagnasco, qui raisonne à partir du développement de ce secteur en Italie, parle du caractère duel du marché et souligne qu'il ne s'agit pas seulement de la « résistance » mais propose qu'on l'examine comme « un processus inventif au sein duquel de nouveaux agents sociaux et économiques créent de nouveaux espaces autonomes en marge du fonctionnement normal du marché du travail ». Un phénomène qui, selon lui, est favorisé par l'effondrement de l'État-providence. En Espagne, les travaux de E. Sanchis (1984), A. Saba (1981) montrent la pertinence et la permanence de ce secteur qui tend à gagner de plus en plus de terrain.

Haïti, elle, a une tradition économique basée sur le secteur agricole. Le secteur informel se déploie donc en fonction de la structure économique du pays et au regard de certaines traditions (lakou ou famille élargie) ou de certains modes d'organisation du travail (kombit ou travail en équipe) que les grands bouleversements socio-politico-économiques et les grandes mutations n'ont pas fait disparaître.

Facteurs d'émergence des activités informelles en Haïti

Si on regarde le phénomène informel d'un point de vue simpliste on tenterait de l'expliquer à partir de deux facteurs essentiels : 1. l'affaiblissement de l'État-providence et l'échec des politiques publiques de développement ; 2. la croissance démographique et l'exode rural qui ont amené des formes nouvelles de relations sociales et de recomposition de l'espace. Mais des facteurs macroéconomiques et politiques plus larges expliquent la prolifération des activités informelles haïtiennes

Le développement inégal

C'est Samir Amin qui a parlé de développement inégal pour décrire le fossé entre le Nord et le Sud. Alors que dans les pays du Centre le développement est caractérisé par l'accumulation de capital, le surprofit, la manipulation et l'exploitation, ceux de la Périphérie font figure de parents pauvres et se retrouvent sous-développés. Un sous-développement que Che Guevara a décrit comme « un nain à la tête énorme et une panse rebondie ; ses jambes grêles et ses bras courts ne s'harmonisent pas avec le reste de son corps ». Cette description caricaturale est bien réelle quand on regarde les centaines de milliers d'enfants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine habités par la malnutrition. La vision capitaliste du développement est en effet mécanique. Elle privilégie la fonction de production et est orientée vers la puissance. Elle cherche à tout contrôler : le politique aussi bien que le social ; elle manipule l'individu dans ce qu'il a de plus fondamental et cherche même à détruire ses lignes de défense. Une construction de « l'économie en ins-tance séparée qui tend à désagréger le tissu social et qui constitue la base de l'isolement contemporain » (Maffesoli, 1998).

Des gagnants et des perdants

Le projet capitaliste est non seulement un développement inégal, qui contribue à la fragmentation des sociétés, mais il enferme le monde dans une impasse en frayant la voie au pouvoir des mafias (Cannat, 1990). Des mafias qui ne sont pas une figure du diable mais un acteur social d'un genre nouveau par accumulation du capital (Des Rosiers, 1995). Le GATT, l'OMC, l'Union européenne, l'ALENA représentent aux yeux des peuples dominés et exploités autant de sociétés mafieuses qui se construisent pour consolider et garantir leurs avantages économiques. Elles défendent toutes, d'une manière ou d'une autre, les intérêts du marché et de ses gérants. Dans les pays du Sud, dira-t-on, des blocs se forment également. Au niveau de la Caraïbe, notamment, où se situe Haïti, on retrouve plusieurs blocs : CARICOM, LOME, etc. Mais les résultats pour ces blocs sont loin d'être à la hauteur des attentes car les entreprises du secteur public de ces pays ne jouissent pas d'une réelle autonomie, et les industries tournées vers le marché régional sont trop dépendantes des biens et de la technologie qui les font tourner et qui viennent des pays impérialistes ou des corporations multinationales. Ils deviennent vite obsolètes, d'autant plus qu'ils ont été mis en place moins par un sentiment régional puissant que comme instrument stratégique visant à assurer la viabilité économique et politique du système mondial (Daniel, 1996). Aujourd'hui, la nouvelle donne est caractérisée par l'entrée en scène de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international comme cheval de bataille du néo-libéralisme. Ils légitiment la nécessité politique d'une modernisation et d'un changement dans les petits États sous prétexte d'accélérer le progrès ; et les maîtres du monde en profitent pour asseoir un projet néo-libéral qui sonne le glas des moyennes et petites économies. L'exemple de la Jamaïque d'Edward Seaga montre bien comment les prêts trop conditionnés du FMI peuvent détruire un pays. En quinze ans (de 1970 à 1985), plus de 23000 petits producteurs jamaïcains ont fait faillite ; une baisse énorme de la production avec la fermeture des entreprises dites malades ; une perte des exportations de 50 % avec par exemple seulement 12 000 tonnes de bananes exportées en 1985 contre 60000 tonnes en 1970. Une population réduite au chômage et à la malnutrition. Pourtant, Michael Manley, plus nationaliste et moins malléable que Seaga, se voyait refuser le prêt du FMI à cause d'une prétendue relation qu'il entretenait avec le régime communiste de Fidel Castro.

En Haïti, depuis la fin de la dictature des Duvalier, en février 1986, la BM et le FMI sont venus traverser deux conflits : l'impératif économique du développement (à un moment où l'aide étrangère tend à se tarir) et la nécessité politique de la démocratisation dans un espace miné par une transition démocratique intenante et brouillée et où les contradictions entre groupes d'intérêts deviennent de plus en plus ponctuelles. Mais, en suivant à la lettre les orientations néo-libérales (licenciements, privatisations, emprunts conditionnés, etc.) la situation du pays s'est-elle améliorée ? Les conséquences de ces politiques sont plutôt terrifiantes ; elles déchirent le tissu social sur fond de mécontentement populaire. Une situation qui est quasiment la même pour plusieurs autres pays de l'Amérique latine. Comment dans ce cas espérer qu'un système qui vise à choisir des vainqueurs, et donc à faire en même temps des vaincus, puisse n'aboutir qu'à des « volcans sociaux » ? (Thurow, 1997). Parce qu'il y a des pays et des gens que le marché élimine de bonne grâce, parce qu'il y a un monde des vainqueurs, il se développe également une « planète

des vaincus » avec une masse de gens qui, pour survivre, planent dans l'informel, « l'île refuge » et secteur fourre-tout où l'on trouve à la fois des artisans qui bricolent des matériaux de récupération, des trafiquants de drogue et des petites entreprises de services non déclarées et non recensées. Ces « naufragés » du développement, ces « exclus du banquet de la société de consommation » sont partout : dans les banlieues des métropoles, dans les bidonvilles du Tiers Monde et dans les campagnes (Latouche, 1991). Mais au travers de ces activités aux formes nouvelles, réenchâssées dans un tissu de réciprocité, se créent également des formes nouvelles de solidarité, préfiguration possible d'une autre société. Peut-être faut-il ne pas s'affoler trop vite et dire que le développement est en panne, mais voir que les structures économiques méritent seulement d'être ajustées aux exigences d'une démocratisation sociale et d'un vivre ensemble. Des hommes et des institutions au service du système capitaliste À bas les États, place au capital et à la concurrence ! Cette pensée s'assimile bien à l'idéal d'un capitalisme qui se veut triomphant ou tout au moins désireux de l'être. Certains économistes prônaient déjà le principe de la supériorité de l'économie sur la politique et de la détermination de la superstructure par l'infrastructure (Frydman, 1982). Le capitalisme, notait H. Lepage (in Tironi, 1987)³, souffre non pas de trop de marché mais de trop d'État. Il faut donc dénationaliser, privatiser les services publics, supprimer les monopoles bureaucratiques, réintroduire le stimulant de la concurrence dans tous les domaines où le progrès technologique peut le rendre possible. Le marché devient ainsi le principe épistémologique, le modèle de l'ensemble des rapports sociaux ; « une dictature sans dictateur qui n'aspire pas à prendre le pouvoir, mais à avoir tout pouvoir sur ceux qui le détiennent » (V. Forester, 2000) ; un capitalisme sauvage médiatisé qui livre au jeu des pouvoirs économiques et financiers tous les moyens de la communication sociale. Mais surtout un capitalisme qui ouvre sur un autre monde, un monde en désarroi, en crise de légitimité (Cotta, 1991) qui met le social dans la tourmente (Pinaud et Aubert, 1999) et le développement en panne (Amin Samir, 1989).

Dans certains pays du Sud, même les institutions les plus morales comme l'Église se sont associées au système de domination du capital. Dans le cas du Sénégal par exemple, Diop (1981) souligne le rôle du facteur religieux dans la progression de l'islam parmi les populations wolofs. Une islamisation qui s'est faite en connivence avec les chefs politiques locaux et les prêtres étrangers (marabouts maures ou marrocos) au bénéfice d'avantages économiques importants. En Haïti, l'Église, comme auxiliaire de l'exploitation et de la domination, est connue et exprimée dans les mouvements de contestation qui bouleversent la société haïtienne des quinze dernières années. Une Église haïtienne divisée qui voit ses représentants officiels dépouillés de toute crédibilité morale. Des représentants qualifiés de tontons macoutes⁴ en soutane à force de soutenir le régime de fer instauré par les Duvalier. Aujourd'hui, le besoin d'affirmer une identité culturelle ou religieuse se porte davantage vers les dieux africains qui continuent à vivre parmi ce petit peuple en détresse. Et c'est à travers les chants des petites marchandes de rues attirant les clients, le cri des enfants affamés et les danses populaires (en période de carnaval notamment) que l'on peut comprendre la symbolique de la barbarie et de l'exploitation du peuple haïtien.

D'une économie déshumanisante à une économie socialisante

Depuis que la monnaie est devenue le poumon de l'économie, elle bouleverse l'échelle des valeurs. Elle obsède et fascine la plupart des êtres humains et détériore les relations humaines. Elle devient une hantise et porte ses adorateurs à faire n'importe quoi pour la garder, pour l'acquérir, parfois sans même avoir besoin de travailler. Or c'est le travail qui crée la valeur. C'est du moins ce que croient plusieurs penseurs (John Locke et Karl Marx en particulier). Ce qui compte aujourd'hui, c'est la valeur accordée à un bien et le prix à payer. Déjà Adam Smith (1776) soulignait que l'argent est « le moyen évident et simple de la liberté naturelle ».

Sauf, peut-être pour les disciples de Keynes, qui considèrent l'argent comme un instrument macro-économique, il est vu par les autres comme « la mesure de toute chose ». La monnaie aliène ainsi l'homme (K. Marx).

L'homme comme marchandise

Le projet capitaliste est un projet de construction d'un univers cynique ; un projet de déconstruction de l'homme et de son imaginaire. Qu'on se rappelle le Code noir de 1685 qui faisait de l'esclave de Saint-Domingue un bien meuble taillable et corvéable à merci et sur lequel le maître avait droit de vie et de mort. Cela a-t-il changé aujourd'hui ? Teofilo (1992), parlant de la région de Ceara au Brésil, rapporte les propos d'un témoin : « Le marché du bétail humain demeura ouvert tant que la faim dura car les acheteurs ne manquèrent à aucun moment. Rare était le bateau qui ne transportait pas un grand nombre d'originaires de Ceara. » Pourtant, l'esclavage fut aboli au Brésil en 1888 mais il continue sous une autre forme avec l'expansion des latifundi sucriers en Amazonie. Le même scénario s'observe aujourd'hui en Haïti malgré la fin de la traite des Noirs. Des centaines de milliers de travailleurs haïtiens vont chaque année couper de la canne en République dominicaine, avec des traitements pas trop différents de ceux de l'époque coloniale. Daniel Justin (1996) retrace ces scénarios pour l'ensemble de la région caraïbe à l'époque de l'âge d'or de la traite. Une véritable course à la marchandisation de l'homme et une véritable guerre de tous contre tous à laquelle le pouvoir politique a largement contribué. On croyait pourtant que seul le pouvoir étatique était capable de mettre un terme à cette situation (Hobbes, Léviathan, 1651). Mais l'État n'empêche nullement la guerre, encore moins la vente d'hommes. Il la confisque au contraire et en fait une arme de marchandage. L'interdisant au-dedans, il en fait son affaire exclusive au-dehors. Par l'entremise de la structure étatique et par la logique du marché, l'homme est devenu ainsi une marchandise, un produit comme d'autres, objet de marché et de spéculation.

Mais le capital ne fait pas seulement de l'homme une marchandise, il l'exclut aussi. Le progrès technique et le développement que le capital instaure, n'étant pas profitables aux petits producteurs, il pousse ces derniers à la décomposition et à l'exode (Haubert M., 1999). Tant pis si ces derniers crèvent. Le chien aboie, la caravane passe. Ceux qui ont du fric et qui sont dominants n'ont pas toujours besoin de connaître la situation de ceux qui n'en ont pas et qui crèvent. Ils se mettent dans la même situation qu'un pilote de bombardier pour lequel les corps broyés qui gisent à 15000 mètres au-dessous de lui n'existent même pas (Georges S., 1988).

Vers une économie sociale et solidaire

Contrairement au capitalisme formel dont la caractéristique dominante est le capital, l'économie informelle, elle, valorise davantage l'humain. Elle travaille à une socialisation des moyens d'intervention économique ; elle vise avant tout à garantir la satisfaction des besoins minimaux de la population pendant que les stimulants à l'effort de production qui caractérisent les sociétés de consommation sont d'ordre politique. Des auteurs comme Denieuil (1997) et Castoriadis (1990) montrent comment des groupes placent l'économie au centre de leur identité sociale à travers des situations aussi variées que la quête démocratique au Chili, la construction communautaire chez les Arméniens de France ou les stratégies d'appartenance des entrepreneurs islamiques au Mozambique. Ils évoquent des solidarités d'actions socioéconomiques sous des formes de partenariat dans l'entreprise, de la civilité des services de proximité et des régies de quartiers. Ces expériences de redéploiement social et de réinvention de la société pallient la défaillance de l'économique et en appellent à sa reconstruction sociale. Les activités informelles telles qu'elles se développent en Haïti, et un peu partout à travers le monde, semblent nous tracer un autre sens de l'histoire, plus lent et plus humain que celui préconisé par un capitalisme sauvage, qui va à plus de deux cent mille à l'heure et qui, sur son passage, déshumanise l'homme. Cette vie en double - avec d'un côté la course effrénée d'une production à outrance et d'une politique d'austérité et de l'autre la permanence de la petite production marchande et de réseaux de survie - semble procurer chez les gens de l'informel une sensation d'équilibre sinon de bien-être.

Au-delà de la logique économique, l'informel tisse des rapports sociaux durables et contribue au rapprochement ville-campagne

Mêmes si des calculs économiques de court terme sous-tendent les relations entre les acteurs de l'informel, ces relations visent avant tout à tisser des relations sociales pour le long terme. Ceci est vrai dans les échanges entre les marchands des villes d'Haïti et les gens des campagnes dont les produits agricoles constituent la base de l'approvisionnement des marchés urbains. Ces échanges se développent et se transforment souvent en des réseaux sociaux familiers qui portent, par exemple, les uns à baptiser les enfants des autres. Ainsi, en plus des relations de

clients, d'autres relations se développent : les acteurs deviennent voisins, parents, compères, commères malgré la distance qui les sépare. Souvent c'est chez une marchande ou un client habitant Port-au-Prince (la capitale du pays) que le paysan envoie son fils pour continuer un cycle d'études supérieures ou pour apprendre un métier. Envoyer un enfant à l'école en ville et surtout dans la capitale et en plus lui payer un logement est un luxe qu'un petit paysan ne peut pas toujours se permettre. Les échanges marchands ont souvent facilité ces situations et évité des dépenses trop importantes pour le paysan. Ainsi, le passage du rural à l'urbain devient de moins en moins un cauchemar pour le paysan qui ne se sent pas tout à fait déraciné. L'exemple des « marchés de consommation familiale » au Venezuela montre que le cas haïtien n'est pas singulier. Face aux problèmes des intermédiaires commerciaux qui fixent les prix des produits agricoles, la CECOSOLA (Centrale coopérative de services sociaux de l'État de Lara) a décidé au début des années 80 d'organiser des ferias. Ces marchés de consommation ont pour objectifs d'approvisionner les populations appauvries urbaines, de développer l'agriculture paysanne et de tisser de nouveaux liens ville-campagne dans un esprit de solidarité et d'entraide.

Logique capitaliste et logique informelle : d'une utopie à l'autre

La fin de l'État-providence devait, si l'on en croit les économistes libéraux, apporter un changement dans les sociétés modernes. En libérant le marché et les moyens économiques, on devait pouvoir amener l'abolition des classes, des inégalités et des privilèges. Pourtant, rien n'y fit. Est-ce à dire que l'analyse néo-libérale est fondée sur des hypothèses fictives ?

Sadigh (1998) souligne dans le même contexte que l'existence des entreprises de monopole n'est pas compatible avec l'équilibre de l'ensemble du système. Ces thèses montrent bien que le libéralisme est fondé sur des exigences qui ne respectent pas les principes de l'économie. Déception pour les théoriciens du « laisser-faire » qui manifestement ne garantissent pas la justice sociale préconisée. À la vérité, l'effet produit par le capitalisme est « l'effet miroir » : on montre les choses, on les voit mais on ne peut les toucher puisque la grande majorité des gens n'ont pas le pouvoir d'achat. Cette situation utopique du capitalisme amène en tout cas à penser que la libéralisation exigée par le marché visait simplement la défense des intérêts d'une classe : la bourgeoisie.

L'informel comme forme d'intégration dans l'espace

Comme la nature, la société a horreur du vide. Un système social remplace un autre ou tout au moins vient cohabiter avec l'autre. Le secteur informel haïtien semble s'inscrire dans cette logique. Mais l'ampleur et l'importance grandissantes de ce secteur alternatif au sein de l'économie nationale n'est-elle qu'un simple réajustement du système économique dominant ou est-elle le germe d'un nouvel ordre économique se voulant plus intégrant ? Godelier (1987) parle de l'informel comme l'ébauche d'un « processus de transition ». Un processus qui cherche à sortir de la barbarie moderne, à échapper à l'impérialisme du calcul, de la fragmentation et de l'appropriation ; un processus qui veut remettre à sa place le savoir de la technique qui tend à l'occulter ; un processus enfin qui cherche à retrouver le sens de l'espace sans lequel nous ne pouvons rien comprendre aux motivations profondes qui animent les exclus. Face à un marché qui dépersonnalise, qui tend à ignorer tout ce que les peuples et les nations doivent à la géographie et à l'histoire, aux croyances individuelles ou collectives, à leur recherche d'une identité nationale ou ethnique, les activités informelles permettent aux petits marchands haïtiens de produire d'autres modes d'existence, de s'autocréer, de se produire eux-mêmes et de s'intégrer dans un espace social conflictuel. Mais les activités informelles ne constituent en Haïti qu'un « roulement ». On roule d'activité en activité sans rester au chômage. L'informel présente ainsi l'aspect d'un « chômage déguisé ». On ne gagne pas beaucoup mais on travaille et on ne reste pas inactif. Des emplois se créent si on veut, mais des emplois précaires ou de courte durée.

Les formes capitalistes de l'informel et les menaces d'une dérive

Beaucoup d'acteurs de l'économie informelle travaillent d'abord pour assurer leur survie. Mais aussi pour assurer un

revenu, aussi faible soit-il. S'il est vrai que l'économie informelle ou populaire se développe, d'après ses défenseurs, selon une autre logique que celle du monde capitaliste, il n'est pas tout à fait évident qu'elle s'inscrive dans une logique de refus du capitalisme. On se demande même si elle ne le développe pas sous une forme réduite. Aucune analyse sérieuse ne peut en effet se soustraire à l'évidence que certaines caractéristiques des entreprises de l'informel ne sont pas différentes de celles affichées par le secteur formel à savoir : travail indépendant, micro-entreprises familiales ou coopératives, artisans organisés, une échelle de production et une division du travail, une rémunération et une gestion comptable, une offre et une demande. Comme l'économie formelle, l'économie informelle conduit à la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, avec sans doute des rapports de production et des modes d'organisation de travail différents suivant le contexte et la taille des activités. Mais les activités informelles subissent de la part des circuits formels des menaces de dérive ou de récupération très fortes. Le financement des microentreprises actuellement en cours en Haïti ne conçoit pas le développement d'un secteur informel libre dans ses mouvements et dans ses activités. Le système craint un nivellement social par le bas et a du mal à accepter une participation populaire qui ne peut qu'aboutir à l'effondrement de l'ordre économique. En d'autres termes, le social doit être sous contrôle. En effet, plusieurs personnes bénéficiant d'un prêt formel trop conditionné (de type bancaire par exemple) voient souvent leur activité de départ s'orienter vers un autre type. C'est le cas d'anciens marchands de pèpè 5 qui effectuent des voyages en République dominicaine, au Panama ou à Porto Rico (pour l'achat de tissus et d'autres marchandises) et qui, de retour, changent complètement d'activités. Sur le plan de la mobilité individuelle, on n'a rien à dire mais ces marchands s'associent vite au marché dominant à partir de ce prêt et, du coup, ils se cherchent une autre clientèle. C'est une situation qui est encore marginale en Haïti, vu la réticence des institutions financières à octroyer des prêts aux marchands de l'informel (moins de 2 %) mais elle demeure un risque de dérive pour ce secteur encore fragile. La double question que se posent aujourd'hui les acteurs de l'informel est comment travailler à trouver du financement et augmenter la taille de son activité sans subir cette dérive ? Autrement dit, comment faire pour ne pas se mettre dans la même situation que la chèvre de M. Séguin : succomber sous le poids du « loup capitaliste » après une forte résistance ?

Utopie ou paradoxe ?

Le rêve d'une société égalitaire, d'abondance, de partage n'est pas pour demain car le marché paraît une abstraction qui ne se réalise jamais parfaitement, qu'il s'agisse du secteur formel ou du secteur informel. Seule reste présente cette fonction utopique : la quête de nouveaux imaginaires et de nouveaux modèles d'organisation de production et de travail. Les systèmes économiques actuels s'accompagnent d'une vague idéologique qui les rend presque tous contradictoires. Ils privilégient des formes de développement sectaires, choisissent des acteurs privilégiés et défendent des intérêts de groupe ou ethniques. Ils créent ainsi des affrontements transversaux d'un continent à un autre, d'une région à une autre, d'un groupe social à un autre. Les deux guerres les plus meurtrières que le monde a connues ont d'abord pour cause la « géographie des pouvoirs économiques » et la polarisation idéologique et ethnique. Aussi, on peut comprendre pourquoi certains penseurs parlent de l'économie comme d'une fiction ou comme un « empire du chaos », avec des mouvements sociaux alternatifs qui ne changent souvent pas grand-chose ou qui aboutissent soit à une impasse soit à un développement inégal. Tout concourt en vérité à une dispersion des pouvoirs d'actions réels et à la fragmentation des communautés humaines. La société moderne dans toutes ses formes s'assimile ainsi à une société du spectacle (Debord, 1992) et sa fonction semble consister à produire incessamment des images et des illusions.

Les contraintes et les limites de l'informel en Haïti

Deux contraintes majeures menacent le développement des activités informelles en Haïti :

1. Difficulté d'accumulation. Quel que soit le type d'activité considéré : quincaillerie, réparation et fabrication de chaussures, mécanique, réparation d'appareils ménagers, restauration, etc., l'accumulation est possible seulement en utilisant une main-d'oeuvre qui ne coûte pas cher ou une main-d'oeuvre non rémunérée. C'est une situation qui n'est pas toujours bénéfique sur le long terme car les jeunes femmes qui, dans le premier cas, acceptent cette

situation se retirent généralement au bout de six mois ou un an pour se créer leurs propres activités ; de l'autre côté, les « restavek »⁶ sont souvent repris par leurs parents une fois que la situation de ces derniers change. Les marchands rencontrent alors des problèmes de main-d'oeuvre qui bloquent parfois l'ensemble de leurs activités.

2. Difficile héritage pour les générations futures. En plus des outputs quotidiens, le capital accumulé est fragmenté ; il n'est pas toujours suffisant pour donner à la génération suivante une position de départ plus favorable que celle de la précédente. La richesse accumulée est nivelée à chaque passage d'une génération à une autre, de telle sorte que les jeunes hommes ou jeunes femmes qui veulent poursuivre la même activité sont obligés de recommencer à zéro. L'informel connaît d'autres contraintes. Il pèse lourdement sur le tissu urbain et influence la dynamique du réseau de commercialisation des produits. Le réseau de marchés étant réduit (environ 500 sur tout le territoire), la quasi-totalité des activités informelles se tiennent sur les trottoirs des rues ou aux abords des marchés. Ainsi, il inquiète et dérange (Bazabas, 1997). Son caractère désordonné le met souvent en contradiction avec les forces de l'ordre. Qu'on se rappelle l'époque de Duvalier où pendant trente ans les petits marchands de rue étaient pourchassés à longueur de journée et même fouettés. À cela s'ajoute une autre contrainte : ces activités ont du mal à trouver du financement à cause de cette situation de désordre poussé, proche de la clandestinité. Le crédit provient le plus souvent de circuits informels : ponya (prêt chez un particulier à un taux d'intérêt d'environ 40 %), solde ou tontine, etc. Une situation qui rend les petits entrepreneurs vulnérables et leurs activités de plus en plus rachitiques.

Réconcilier marché, État et société

Aujourd'hui, c'est un constat que la société est dominée par l'économie au lieu de la gouverner. L'unité d'une société à la fois rationnelle et communautaire est de ce fait déchirée (Touraine, 1969). Aucun pays n'hésiterait aujourd'hui à mettre en jeu sa puissance politique pour obtenir des avantages économiques. C'est le cas des États-Unis par exemple qui, pour faire plaisir aux Allemands, aux Japonais et aux Indiens, n'ont pas hésité à leur offrir leur appui pour un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. L'inverse se produit également : depuis que les menaces militaires sont passées de mode, les États-Unis recourent volontiers aux sanctions économiques pour obtenir des changements d'ordre politique. Les exemples ne manquent pas. Le politique et l'économique deviennent ainsi des monnaies d'échange au même titre que l'argent. Le marché devient un champ de bataille, le lieu de la concurrence et de la « guerre froide » entre les États et les différentes classes d'une société. Plusieurs courants de pensée reprochent à la théorie économique libérale de s'orienter vers la production des biens et non vers leur distribution. Une théorie qui se limite à constater les effets néfastes du marché mais qui se garde de toute notion morale comme la justice, l'efficacité et l'équité (Mayard, 1998). On croyait pourtant que l'économie politique, née dans un contexte de libéralisation individuelle depuis le XVII^e siècle, allait chercher à associer le libéralisme à l'individualisme dans un souci de libérer l'humanité de la précarité et de la misère. Une sorte d'éthique ou d'anthropologie économique qui n'omet pas la place du sujet créateur (Mahieu, 2001). Mais rien n'y fit. À qui la faute ? Au marché, dénoncé comme « tronqué » c'est-à-dire limité aux marchandises et aux capitaux à l'exclusion de la force de travail, qui exige que tout le monde dise présent à l'« Acte unique » que sont en train de stabiliser Maastricht, la marche à l'euro, les privatisations, le feu vert au dumping social ? À l'État et aux différents gouvernements mondiaux, qui appuient et encouragent les choix politiques calculés par le FMI et la Banque mondiale ? Aujourd'hui, nous vivons une société qui déçoit. Il n'y a plus l'unité de l'acteur et du système, et l'État-nation n'est plus identifiable à la société mais à un groupe, le groupe qui détient le capital et qui fait la loi.

En Haïti le développement des activités informelles est un réel cri lancé à un État longtemps qualifié de gran mangè 7, peze souce 8, véritable machine de domination et d'exploitation qui n'a jamais été une seconde en panne. En s'inscrivant dans une autre logique que la déréglementation néo-libérale, ce secteur cherche à sa manière à définir des alternatives et des critères de convergence de la politique sociale et de la régulation du marché. Il en appelle à combiner marché, État et société en vue d'un nouvel ordre mondial qui intègre au lieu d'exclure. Malheureusement, le capitalisme anthropophage se dresse toujours en face de la résistance populaire et de ses pratiques alternatives avec des bourreaux en cra

| Source : [Réfractions](#)

Auteur : Lucien Maurepas